

## TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	Teksten	Bijkredieten lopend jaar	Verminderingen	Bijkredieten vorige jaren
<b>SECTIE 96. — Afstandsonderwijs</b>				
<b>HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen</b>				
Aankoop van duurzame roerende goederen				
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen over land :			
	11. Franse Gemeenschap .....	—	1,0	—
	Totalen voor hoofdstuk VII ....	—	1,0	—
	Totalen voor sectie 96. — Afstandsonderwijs :			
	11. Franse Gemeenschap ....	—	1,0	—
	Totalen voor de sector Onderwijs en Vorming :			
	11. Franse Gemeenschap ....	6,0	19,0	—
	21. Franse Gemeenschap :			
	Vastleggingskredieten ....	2,0	—	—
	Ordonnanceringskredieten ....	2,0	—	—
	Niet-gesplitste kredieten ....	6,0	19,0	—
	Vastleggingskredieten ....	2,0	—	—
	Ordonnanceringskredieten ....	2,0	—	—
	<b>Totalen voor Deel II. — Kredieten die niet bestemd zijn voor de verwezenlijking van het investeringsprogramma :</b>			
	Niet-gesplitste kredieten ....	51,2	73,1	7,5
	Vastleggingskredieten ....	2,0	—	—
	Ordonnanceringskredieten ....	2,0	—	—
	<b>Totalen voor Titel II. — Kapitaaluitgaven :</b>			
	Niet-gesplitste kredieten ....	51,2	73,1	7,5
	Vastleggingskredieten ....	46,1	66,4	—
	Ordonnanceringskredieten ....	74,1	116,4	—
	<b>Algemene totalen (Titel I + Titel II) van de begroting van de Franse Gemeenschap :</b>			
	Niet-gesplitste kredieten ....	849,9	171,0	325,9
	Vastleggingskredieten ....	46,1	66,4	—
	Ordonnanceringskredieten ....	74,1	116,4	—

F. 89 — 402

**23 DECEMBRE 1988. — Décret portant attribution  
des missions de formation professionnelle à un organisme créé par la Région wallonne (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté, et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'Exécutif peut, aux conditions fixées par le présent décret, confier à un organisme d'intérêt public créé par la Région wallonne pour la politique de l'emploi, ci-après dénommé « l'organisme », l'exécution des missions relevant de la formation professionnelle, à l'exception de celles qui sont relatives à la formation permanente des classes moyennes et à la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture.

Dans les mêmes conditions, l'Exécutif transmet à l'organisme le personnel, les droits et les obligations, ainsi que les biens de l'Office national de l'Emploi, dès son transfert à la Communauté française, en exécution de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public.

Il sera alloué à l'organisme une subvention à charge du budget de la Communauté française.

(1) *Session 1988-1989.*

*Documents du Conseil.* — N° 38, n° 1. Projet de décret. — N° 38, n° 2. Rapport.

*Comptes rendus intégraux.* — Discussion. Séance du 13 décembre 1988. — Adoption. Séance du 14 décembre 1988.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** L'Exécutif ne peut confier à l'organisme les missions visées à l'article 1<sup>er</sup>, que si les statuts de celui-ci prévoient :

1<sup>o</sup> qu'il est régi par les dispositions en vigueur au 31 octobre 1988, de la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, applicables aux organismes classés par cette loi, dans la catégorie B;

2<sup>o</sup> la possibilité de recourir à du personnel contractuel pour des tâches de formation;

3<sup>o</sup> la possibilité de souscrire ou d'acquérir des parts ou actions émises par une société d'économie mixte dont l'objet social principal est la formation professionnelle.

§ 2. De même, l'Exécutif ne peut faire application de l'article 1<sup>er</sup> que si les statuts de l'organisme prévoient :

1<sup>o</sup> le règlement des procédures visées à l'article 5 du présent décret par un accord entre les Exécutifs régional wallon et de la Communauté française;

2<sup>o</sup> le recours à des structures régionales ou subrégionales ayant notamment la possibilité d'établir les concertations nécessaires, à ce niveau, entre les partenaires sociaux et les partenaires de l'enseignement et de la formation;

3<sup>o</sup> la conclusion entre l'Exécutif et l'organisme, du contrat de gestion visé à l'article 3;

4<sup>o</sup> le contrôle de l'organisme exercé exclusivement par les organes de la Communauté française pour les actes relevant de sa mission d'exécution de la politique de formation, et selon les modalités arrêtées par l'Exécutif;

5<sup>o</sup> la possibilité de conseiller les organes de la Communauté française, en matière de formation professionnelle et selon les modalités arrêtées par l'Exécutif;

6<sup>o</sup> une dénomination qui fera apparaître ses attributions en matière de formation professionnelle;

7<sup>o</sup> un organe de gestion comprenant 6 membres supplémentaires, nommés par l'Exécutif de la Communauté française sur des listes doubles de candidats présentées par les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs de la Région bruxelloise. Les statuts de l'organisme peuvent prévoir que ces membres supplémentaires ne voteront pas sur les matières relevant des compétences de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

§ 3. Si les statuts de l'organisme sont modifiés de telle sorte que les conditions prévues à l'article 2 ne sont plus remplies, la décision de l'Exécutif de confier à l'organisme l'exécution des missions visées à l'article 1<sup>er</sup> sera abrogée de plein droit, sans effet rétroactif, par l'effet de cette seule modification, au 60<sup>e</sup> jour qui suit l'entrée en vigueur de cette modification. Il sera fait mention de cette abrogation, dans le *Moniteur belge*, à l'initiative de l'Exécutif.

**Art. 3.** Lorsque l'Exécutif confie l'exécution des missions de formation professionnelle à l'organisme, il établit en commun avec lui, un contrat de gestion pluriannuel.

**Art. 4.** Le contrat de gestion visé à l'article 3 doit être annexé au budget de l'organisme. L'Exécutif en détermine la procédure d'élaboration, les modalités de mise en œuvre, ainsi que la procédure d'adaptation à laquelle l'Exécutif pourra recourir, eu égard aux nécessités de la politique de formation.

Le contrat de gestion porte notamment sur les éléments suivants :

1<sup>o</sup> les objectifs généraux de la formation à organiser pour les trois prochaines années;

2<sup>o</sup> les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs, et notamment, la politique de sous-traitance de l'organisme.

Ce contrat doit être établi conjointement par l'Exécutif et l'organisme, au plus tard lors de l'approbation par l'Exécutif, du budget pour la première année qu'il couvre.

Le contrat de gestion comporte un volet spécifique consacré à la politique de formation dans la Région bruxelloise.

L'organe de gestion de l'organisme d'une part, et le Commissaire de l'Exécutif d'autre part, dressent un rapport annuel sur l'exécution du contrat qu'ils présentent conjointement à l'Exécutif. L'exécution du volet spécifique consacré à la politique de formation dans la Région bruxelloise, fait l'objet d'un chapitre spécial dans ce rapport.

Si le contrat ne peut être négocié, l'Exécutif peut assigner lui-même une politique de gestion à l'organisme.

Le contrat de gestion est transmis au Conseil de la Communauté française, au Conseil régional wallon et au Conseil de la Communauté germanophone. Si le contrat n'est pas conclu à l'échéance mentionnée à l'alinéa 3, l'Exécutif en informe ces Conseils.

**Art. 5.** Lorsque l'Exécutif décide de confier à l'organisme, l'exécution des missions visées à l'article 1<sup>er</sup>, il conclut avec l'Exécutif régional wallon, un accord sur les points suivants :

1<sup>o</sup> la nomination du président et des membres de l'organe de gestion de l'organisme, à l'exclusion des membres prévus à l'article 2, § 2, 7<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> la nomination de l'administrateur général et de son adjoint, ainsi que la fixation de leur statut;

3<sup>o</sup> la fixation du montant des indemnités et des jetons de présence à allouer au président et aux membres de l'organe de gestion;

4<sup>o</sup> l'approbation du règlement d'ordre intérieur de l'organe de gestion;

5<sup>o</sup> la fixation du statut et du cadre du personnel de l'organisme, ainsi que la détermination du personnel nécessaire à l'exécution des tâches communes à la Communauté et à la Région;

6<sup>o</sup> la détermination de la quote-part de la Communauté et de la Région dans les recettes et dans les dépenses communes;

7<sup>o</sup> la concertation préalable à l'établissement des contrats de gestion à passer entre chaque Exécutif pour ses compétences respectives d'une part, et l'organisme d'autre;

8<sup>o</sup> la mise au point des propositions communes à soumettre par les Exécutifs à l'organisme en vue de la conclusion du contrat de gestion ayant trait aux services et dépenses communs;

9<sup>o</sup> le mandat donné à ceux qui seront chargés de gérer l'organisme, aussi longtemps que l'organe de gestion n'aura pas été constitué.

A défaut d'un tel accord dans les deux mois qui suivent la décision de l'Exécutif de confier à l'organisme l'exécution des missions visées à l'article 1<sup>er</sup>, cette décision de l'Exécutif prendra fin de plein droit, sans effet rétroactif. Mention de cette abrogation sera faite au *Moniteur belge*, à l'initiative de l'Exécutif.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque l'Exécutif décide de confier à l'organisme, l'exécution des missions visées à l'article 1<sup>er</sup>, il conclut avec l'Exécutif régional wallon un accord dont l'objet sera de permettre la mise sur pied de structures subrégionales ayant notamment la possibilité d'établir les concertations nécessaires à ce niveau entre les partenaires sociaux et les partenaires de l'enseignement et de la formation.

Cet accord devra notamment préciser les missions, le nombre et le ressort territorial, la composition, le fonctionnement et l'appellation de ces structures. L'Exécutif n'est autorisé à conclure cet accord que si son entrée en vigueur est suspendue jusqu'à son approbation par le Conseil de la Communauté française et par le Conseil régional wallon.

A défaut d'approbation de cet accord par chacun des deux Conseils, dans les quatre mois suivant la décision de l'Exécutif de confier à l'organisme l'exécution des missions visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, cette décision de l'Exécutif prendra fin de plein droit, sans effet rétroactif. Mention de cette abrogation sera faite au *Moniteur belge*, à l'initiative de l'Exécutif.

§ 2. De même, l'Exécutif peut conclure avec l'Exécutif de la Région bruxelloise un accord dont l'objet sera d'établir les concertations visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 7.** L'organe de gestion de l'organisme soumet à l'Exécutif toutes propositions concernant les lois, décrets ou arrêtés en matière de formation professionnelle, qu'il est chargé d'appliquer. Il y joint le plan de financement correspondant.

Il lui adresse aussi les avis sur toutes propositions de décret ou sur tous amendements à la législation qu'il est chargé d'appliquer et dont le Conseil de la Communauté est saisi.

**Art. 8.** L'Exécutif soumet à l'avis de l'organe de gestion de l'organisme tout avant-projet de décret, d'arrêté ou de règlement sur la formation professionnelle, ou concernant le cadre du personnel.

L'organe de gestion donne son avis dans un délai d'un mois. A la demande de l'Exécutif, ce délai peut être réduit à vingt jours. L'avis cesse d'être requis s'il n'est pas émis dans le délai prescrit.

**Art. 9.** Si l'Exécutif fait application de l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, l'organisme sera soumis, pour ce qui concerne ses attributions en matière de formation professionnelle, à la tutelle de l'Exécutif.

Sans préjudice de l'article 10, celui-ci exercera son contrôle conformément aux articles 9 et 10 de la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

L'Exécutif désigne son commissaire sur proposition du ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions.

**Art. 10.** Lorsque l'organe de gestion de l'organisme omet de prendre une mesure ou d'exécuter un acte prévu dans les lois, décrets ou arrêtés ou dans le contrat de gestion, l'Exécutif peut se substituer à lui après lui avoir enjoint de prendre lesdites mesures ou d'exercer les actes nécessaires dans un délai fixé par lui et qui ne peut être inférieur à vingt jours.

L'Exécutif peut aussi exercer les attributions de l'organe de gestion, dans les circonstances suivantes :

1<sup>o</sup> lorsque les organisations représentatives des employeurs ou des travailleurs, bien qu'invitées régulièrement à proposer les listes des candidats pour la composition de l'organe de gestion, ne respectent pas le délai imparti;

2<sup>o</sup> lorsque, nonobstant une convocation régulière, l'organe de gestion se trouve dans l'impossibilité d'agir, suite à deux absences consécutives d'une majorité, soit des membres représentant les organisations représentatives des employeurs, soit des membres représentant les organisations représentatives des travailleurs;

3<sup>o</sup> lorsque le président constate qu'à deux séances et sur le même point, aucune majorité n'a pu se dégager lors des votes.

Toute décision prise par l'Exécutif en lieu et place de l'organisme doit être immédiatement transmise en copie au Conseil de la Communauté française.

Les modalités d'exercice du pouvoir de gestion par l'Exécutif en lieu et place de l'organe de gestion, dans les cas susmentionnés, seront définies par l'Exécutif.

**Art. 11.** Les dispositions du présent décret seront d'application dès l'entrée en vigueur des articles 12, § 1<sup>er</sup>, et 13, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 décembre 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Ch. PICQUE

VERTALING

N. 89 — 402

23 DECEMBER 1988. — Decreet houdende toewijzing van de opdrachten inzake beroepsopleiding aan een instelling opgericht door het Waalse Gewest (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen,  
en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De Executieve kan, onder de bij dit decreet vastgestelde voorwaarden, aan een instelling van openbaar nut opgericht door het Waalse Gewest voor het beleid inzake arbeidsbemiddeling, hierna « de instelling » genoemd, de uitvoering van de opdrachten inzake beroepsopleiding toewijzen, met uitzondering van deze die betrekking hebben op de permanente vorming van de middenstand en op de beroepsopleiding van de personen die in de landbouwsector werkzaam zijn.

(1) Zitting 1988-1989.

Documenten van de Raad. — Nr. 38, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 38, nr. 2. Verslag.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 13 december 1988. — Aanneming. Vergadering van 14 december 1988.

Onder dezelfde voorwaarden, draagt de Executieve het personeel, de rechten en verplichtingen, alsook de goederen van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, vanaf de overdracht ervan naar de Franse Gemeenschap, naar de instelling over, ter uitvoering van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut.

Er wordt aan de instelling een toelage ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap toegekend.

**Art. 2. § 1.** De Executieve kan aan de instelling de in artikel 1 bedoelde opdrachten slechts toewijzen indien de statuten van de instelling bepalen :

1° dat ze valt onder de op 31 oktober 1988 geldende bepalingen van de wet van 18 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, toepasselijk op de instellingen die bij die wet in categorie B ingedeeld zijn;

2° dat ze de mogelijkheid heeft om voor opleidingsopdrachten contractueel personeel te werven;

3° dat de mogelijkheid bestaat om op aandelen in te schrijven of aandelen te verkrijgen die worden uitgegeven door een gemengd bedrijf waarvan het hoofdoel de beroepsopleiding is.

§ 2. De Executieve kan eveneens artikel 1 slechts toepassen indien de statuten van de instelling bepalen :

1° dat de procedures bedoeld in artikel 5 van dit decreet worden geregeld door een akkoord tussen de Executieven van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap;

2° dat een beroep wordt gedaan op regionale of subregionale structuren die inzonderheid de mogelijkheid geven om het overleg tot stand te brengen dat, op dit niveau, noodzakelijk is tussen de sociale partners en de partners van onderwijs en vorming;

3° dat het in artikel 3 bedoelde beheerscontract wordt gesloten tussen de Executieve en de instelling;

4° dat de controle op de instelling uitsluitend door de organen van de Franse Gemeenschap wordt uitgeoefend voor de handelingen met betrekking tot haar opdracht tot uitvoering van het opleidingsbeleid, volgens door de Executieve nader te bepalen regels;

5° dat de mogelijkheid bestaat om aan de organen van de Franse Gemeenschap adviezen inzake beroepsopleiding te geven volgens door de Executieve nader te bepalen regels;

6° dat uit haar benaming haar bevoegdheden inzake beroepsopleiding kunnen blijken;

7° dat ze een beheersorgaan zal oprichten, bestaande uit zes bijkomende leden, benoemd door de Executieve van de Franse Gemeenschap uit lijsten van twee kandidaten, voorgedragen door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties van het Brusselse Gewest. De statuten van de instelling kunnen bepalen dat deze bijkomende leden niet mogen stemmen over de aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheden van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 3. Indien de statuten van de instelling zodanig worden gewijzigd dat de in artikel 2 bedoelde voorwaarden niet meer vervuld zijn, wordt de beslissing van de Executieve aan de instelling de uitvoering van de in artikel 1 bedoelde opdrachten toe te wijzen, van rechtswege opgeheven, zonder terugwerkende kracht, als gevolg van die enkele wijziging, op de 60e dag die volgt op de inwerkingtreding van die wijziging. Van die opheffing wordt, op initiatief van de Executieve, in het *Belgisch Staatsblad* melding gemaakt.

**Art. 3.** Wanneer de Executieve de uitvoering van de opdrachten inzake beroepsopleiding aan de instelling toewijst, maakt ze, samen met haar, een meerjarig beheerscontract op.

**Art. 4.** Het in artikel 3 bedoelde beheerscontract moet bij de begroting van de instelling worden gevoegd. De Executieve bepaalt de procedure voor de uitwerking ervan, de nadere regels voor de toepassing ervan, alsook de aanpassingsprocedure die de Executieve zal kunnen aanwenden, rekening houdend met de noodwendigheden van het opleidingsbeleid.

Het beheerscontract heeft onder meer betrekking op de volgende punten.

1° de algemene doelstellingen voor de opleiding die voor de volgende drie jaar moet worden georganiseerd;

2° de middelen die moeten worden aangewend om deze doelstellingen te bereiken, inzonderheid het samenwerkingsbeleid van de instelling.

Dat contract moet door de Executieve en de instelling samen worden opgemaakt, uiterlijk bij de goedkeuring, door de Executieve, van de begroting voor het eerste jaar waarop deze betrekking heeft.

Het beheerscontract omvat een specifiek onderdeel voor het opleidingsbeleid in het Brusselse Gewest.

Het beheersorgaan van de instelling enerzijds, en de Commissaris van de Executieve anderzijds, maken een jaarverslag over de uitvoering van het contract op, dat ze samen aan de Executieve voorleggen. De uitvoering van het specifieke onderdeel voor het opleidingsbeleid in het Brusselse Gewest, maakt het voorwerp uit van een afzonderlijk hoofdstuk in dat verslag.

Indien het contract niet door een onderhandeling tot stand kan komen, kan de Executieve zelf een beheersbeleid aan de instelling opleggen.

Het beheerscontract wordt overgezonden aan de Raad van de Franse Gemeenschap, aan de Raad van het Waalse Gewest en aan de Raad van de Duitstalige Gemeenschap. Indien het contract niet binnen de in lid 3 gestelde termijn wordt gesloten, brengt de Executieve dit ter kennis van die Raden.

**Art. 5.** Wanneer de Executieve beslist de uitvoering van de in artikel 1 bedoelde opdrachten aan de instelling toe te wijzen, sluit ze met de Waalse Gewestexecutieve een akkoord over de volgende punten :

1° de benoeming van de voorzitter en de leden van het beheersorgaan van de instelling, met uitsluiting van de leden bedoeld in artikel 2, §2, 7°;

2° de benoeming van de administrateur-generaal en van zijn adjunct, alsook de vaststelling van hun statuut;

3° de vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en van het presentiegeld, toe te kennen aan de voorzitter en aan de leden van het beheersorgaan;

4° de goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het beheersorgaan;

5° de vaststelling van het statuut en de personeelsformatie van de instelling, alsook de bepaling van het personeel dat noodzakelijk is voor de uitvoering van de taken die de Gemeenschap en het Gewest gemeen zijn;

6° de bepaling van de bijdrage van de Gemeenschap en het Gewest in de gemene ontvangsten en uitgaven;

7° het overleg voorafgaand aan de opmaking van de beheerscontracten die te sluiten zijn tussen elke Executieve voor haar respectievelijke bevoegdheden enerzijds, en de instelling anderzijds;

8° de uitwerking van de gemene voorstellen die de Executieven aan de instelling moeten voorleggen met het oog op de sluiting van het beheerscontract met betrekking tot de gemene diensten en uitgaven.

9° het mandaat dat gegeven wordt aan de personen die zullen worden belast met het beheer van de instelling, zolang het beheersorgaan niet samengesteld is.

Bij gebrek aan een dergelijk akkoord binnen de twee maanden die volgen op de beslissing van de Executieve de uitvoering van de in artikel 1 bedoelde opdrachten aan de instelling toe te wijzen, eindigt deze beslissing van de Executieve van rechtswege, zonder terugwerkende kracht. Op initiatief van de Executieve wordt van die opheffing melding gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 6. § 1.** Wanneer de Executieve beslist de uitvoering van de in artikel 1 bedoelde opdrachten aan de instelling toe te wijzen, sluit ze met de Waalse Gewestexecutieve een akkoord dat als doel heeft de oprichting van subregionale structuren toe te laten die inzonderheid de mogelijkheid geven om het overleg tot stand te brengen dat, op dit niveau, noodzakelijk is tussen de sociale partners en de partners van onderwijs en vorming.

Het akkoord moet inzonderheid de opdrachten, het aantal en het territoriaal ambtsgebied, de samenstelling, de werking en de benaming van die structuren nader bepalen. De Executieve wordt er slechts toe gemachtigd dit akkoord te sluiten indien zijn inwerkingtreding opgeschort wordt totdat de Raad van de Franse Gemeenschap en de Raad van het Waalse Gewest hun goedkeuring hebben gegeven.

Indien het akkoord niet door elk van beide Raden wordt goedgekeurd binnen de vier maanden die volgen op de de beslissing van de Executieve de uitvoering van de in artikel 1 van dit decreet bedoelde opdrachten aan de instelling toe te wijzen, eindigt deze beslissing van de Executieve van rechtswege, zonder terugwerkende kracht. Op initiatief van de Executieve wordt van deze opheffing melding gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. De Executieve kan eveneens met de Executieve van het Brusselse Gewest een akkoord sluiten dat als doel heeft het in § 1, lid 1 bedoelde overleg tot stand te brengen.

**Art. 7.** Het beheersorgaan van de instelling legt aan de Executieve alle voorstellen voor met betrekking tot de wetten, decreten of besluiten inzake beroepsopleiding, met de uitvoering waarvan het belast is. Het voegt er het bijbehorende financieringsplan bij.

Het doet haar ook de adviezen geworden over alle voorstellen van decreet of over alle amendementen op de wetgeving met de uitvoering waarvan het belast is, en die voor de Raad van de Gemeenschap gebracht zijn.

**Art. 8.** De Executieve legt elk voorontwerp van decreet, besluit of verordening inzake beroepsopleiding of betreffende de personeelsformatie aan het beheersorgaan van de instelling om advies voor.

Het beheersorgaan brengt zijn advies uit binnen een termijn van één maand. Op aanvraag van de Executieve kan deze termijn tot twintig dagen worden teruggebracht. Het advies houdt op vereist te zijn indien het niet binnen de gestelde termijn is uitgebracht.

**Art. 9.** Indien de Executieve artikel 1 van dit decreet toepast, wordt de instelling, wat haar bevoegdheden inzake beroepsopleiding betreft, aan de voogdij van de Executieve onderworpen.

Onverminderd artikel 10, oefent deze haar controle uit overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De Executieve wijst haar commissaris aan op de voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid de beroepsopleiding behoort.

**Art. 10.** Wanneer het beheersorgaan van de instelling verzuimt een maatregel te treffen of een handeling te verrichten waarin de wetten, decreten of besluiten of het beheerscontract voorzien, kan de Executieve in zijn plaats treden na het te hebben verplicht die maatregelen te treffen of de noodzakelijke handelingen te verrichten binnen een door haar te stellen termijn die niet korter dan 20 dagen mag zijn.

De Executieve kan eveneens de bevoegdheden van het beheersorgaan uitoefenen in de volgende gevallen :

1° wanneer de representatieve werkgevers- of werknemersorganisaties, ofschoon regelmatig verzocht de lijsten van de kandidaten voor de samenstelling van het beheersorgaan voor te dragen, niet de gestelde termijn in acht nemen;

2° wanneer, niettegenstaande regelmatige samenroeping, het beheersorgaan in de onmogelijkheid verkeert om te handelen, omdat er twee opeenvolgende keren geen meerderheid is geweest, hetzij van de leden die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen, hetzij van de leden die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

3° wanneer de voorzitter vaststelt dat er, op twee vergaderingen en over hetzelfde punt, geen meerderheid bij de stemming is bereikt.

Elke beslissing die door de Executieve in de plaats van de instelling wordt genomen, moet onmiddellijk bij afschrift aan de Raad van de Franse Gemeenschap worden doorgestuurd.

De regels voor de uitoefening van de beheersmacht door de Executieve in de plaats van het beheersorgaan, in de voormelde gevallen, worden door de Executieve nader bepaald.

**Art. 11.** De bepalingen van dit decreet zullen onmiddellijk van toepassing zijn vanaf de inwerkingtreding van de artikelen 12, § 1, en 13, § 1 van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 december 1988.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, van Vorming, van Sport, van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,

Ch. PICQUE